



DIVERSIFICATION DES PRODUITS DANS LES GRENIERS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE [GSA]

VIIM BAORÉ

BURKINA FASO
Région du Nord,
province
du Yatenga



À quels problèmes cette initiative cherche-t-elle à répondre ?

Le but de l'initiative est de permettre aux Greniers de Sécurité Alimentaire (GSA) de diversifier les produits en intégrant notamment l'igname, le manioc et la patate, et ainsi de faciliter l'accès de ces produits aux populations locales afin d'enrichir leur alimentation.

En marge de la commercialisation de ces produits, l'initiative visait également à promouvoir les pratiques agroécologiques auprès des paysans locaux, afin d'optimiser leurs capacités de production et de conservation, notamment au sein des GSA, en ayant recours à des produits appropriés et respectueux des cultures et de l'environnement.

Contexte

L'agriculture au nord du Burkina est l'une des zones la plus sèche du pays, avec une pluviométrie qui varie entre 400 et 600 millimètres d'eau par an, ce qui impacte grandement la production agricole. Les cultures principales sont le sorgho, le mil et le niébé. Le stockage des produits est un moyen de lutter contre ces conditions défavorables, notamment pour améliorer la disponibilité des aliments de base tout au long de l'année.

La production en céréales locales est insuffisante ; il est souvent difficile pour les producteurs locaux de dégager des excédents sur le sorgho, et certains ne produisent plus que du niébé, de l'arachide ou du pois de terre. Suite aux nombreuses migrations saisonnières de Burkinabè en Côte d'Ivoire, les habitudes alimentaires ont changé, faisant appel à d'autres produits qui sont peu cultivés dans la région.

Face à ces constats, il est nécessaire de diversifier les produits agricoles disponibles localement pour l'alimentation ; l'introduction de produits pas ou peu cultivés dans la zone sahéenne (igname, manioc, patate, etc.) permet de faire face à ces évolutions alimentaires et au déficit de ces produits dans la zone.

BÉNÉFICIAIRES :

100 GSA
soit 64 000 personnes
(35 400 femmes
et 29 200 hommes)

Méthodologie

Que faut-il faire ?

Dans un premier temps, les animateurs des GSA ont organisé des ateliers de sensibilisation sur le bienfait de l'intégration de l'igname, du manioc et de la patate dans l'alimentation, dans une optique de diversification. À l'issue de ces ateliers, quelques greniers de sécurité alimentaire ont été sélectionnés pour participer à une phase d'expérimentation avec l'introduction de ces nouveaux produits dans les circuits de commercialisation.

Concrètement, dès lors que les GSA disposent d'un fonds de roulement (idéalement au mois de novembre, qui correspond à la disponibilité à relatif bas coût des produits de diversification sur le marché), ils sont alors en capacité de s'approvisionner et, par la suite, de commercialiser ces produits. Cette période de l'année, caractérisée par des températures plus basses, permet également une meilleure conservation des produits.

Que ne faut-il pas faire ?

Il est essentiel pour les GSA de commencer par des approvisionnements en petite quantité pour limiter les risques d'une longue conservation des surplus, et de jauger le plus précisément possible les besoins et envies des populations locales vis-à-vis de ces produits.

Plus-value par rapport à ce qui existe déjà

Au-delà de la diversification des produits alimentaires, et de l'augmentation des quantités de nouveaux produits stockés et commercialisés par le biais des GSA, cette initiative a permis, grâce aux bénéfices engrangés lors des ventes, d'accroître leurs fonds propres et de renforcer ainsi leur autonomie financière et la capacité des GSA à assurer leur rôle premier : l'accessibilité des produits alimentaires toute l'année.

Difficultés et résistances rencontrées

- > Les GSA ont rencontré des difficultés pour leur approvisionnement en igname qui n'est pas produit dans la zone. De plus, le non-respect des bonnes conditions de stockage de l'igname et de la patate a engendré le pourrissement d'une partie des stocks et donc entraîné des pertes financières pour le GSA.
- > Les conséquences du changement climatique, notamment la sécheresse prolongée observée dans la région qui a contraint les paysans à planter à contretemps.
- > La résistance au changement observée parmi les bénéficiaires. La plupart des paysans vivent encore dans une logique de gratuité et de fatalité, et ont du mal à dépasser les obstacles lorsqu'il s'agit d'introduire de nouvelles pratiques.
- > La limitation des compétences techniques des paysans qui ont eu des difficultés pour maîtriser les plants, au regard de la période de germination et du temps à passer dans les pépinières.

Éventuelle stratégie de contournement de ces résistances et difficultés

- > Afin de faire face à ces difficultés, les GSA ont été incités à réaliser des commandes groupées dans les zones de forte production et à trouver des lieux de conservation adéquats pour le stockage des produits périssables.
- > Le renforcement de la mobilisation et la mise en place d'un suivi technique plus rapproché ont permis aux bénéficiaires de prendre conscience de l'intérêt de l'initiative.
- > L'approfondissement de la collaboration avec les techniciens, les autorités locales et les agents de changement a amélioré l'appropriation collective.
- > La mise en place de légers appuis matériels supplémentaires (arrosoirs, pesticides, etc.) a fonctionné comme une incitation.

- > La modification des règlements d'ordre intérieur des forums a permis de les rendre plus « démocratiques », d'alléger les mesures de réprimandes pour les absences injustifiées ou autres manquements aux engagements pris par les paysans, et de résoudre à l'amiable les éventuels conflits.
- > L'introduction d'arbres fruitiers dans les pépinières a permis d'attirer les paysans indécis.
- > L'appui à l'élevage du petit bétail a permis d'augmenter la production de fumier organique d'origine animale.

Résultats obtenus

Plus largement, les résultats de Viim Baoré sur douze mois, grâce à l'appui du projet, ont permis la création de 16 GSA dans la zone, (passage de 433 à 449 GSA dans la zone). Il est également noté une augmentation de l'approvisionnement au sein des GSA ainsi que du taux de rotation des stocks montrant une gestion plus saine de ces derniers. Sur les GSA eux-mêmes, il faut noter l'amélioration du niveau de formation des COGES (Conseil de gestion des GSA) et de l'état des bâtiments ; ainsi que l'amélioration de la capacité des GSA à entrer directement en contact avec des producteurs en cas de difficultés d'approvisionnement en céréales. Ainsi, 50 GSA supplémentaires ont contracté un crédit, pour un montant de financement d'environ 600 millions de francs CFA (près d'un million d'euros) contre environ 460 millions de francs CFA l'année précédente. Les bénéfices dégagés ont permis aux GSA de rembourser leurs emprunts grâce à la hausse de leurs revenus.

TÉMOIGNAGE

« La commercialisation de ces produits offre beaucoup d'avantage pour nos GSA, surtout sur le plan nutritif, mais aussi en termes de rentabilité financière. Pour une commande de 25 000 francs CFA d'ignames, on peut en tirer un bénéfice de 5 000 à 7 500 francs CFA, alors que pour une commande de deux sacs de mil, à raison de 3 000 francs CFA, on n'en tire que 1 000 francs CFA. »

Effets observés

ÉCONOMIQUE

- > Augmentation des fonds propres des GSA.
- > Prix abordables des nouveaux produits comparés à ceux du marché.
- > Augmentation des revenus des femmes grâce aux petits commerces qui se développent autour des GSA.
- > Augmentation de la capacité et de l'autonomie financière des populations de la zone.

ÉCOLOGIQUE

- > Les paysans ont pris conscience de la dangerosité des herbicides en constatant que là où ils sont utilisés, le sorgho et le mil n'ont pas poussé, et que les engrais utilisés actuellement ne permettent pas de conserver les récoltes.
- > Les paysans ont pris conscience de l'importance des anciennes méthodes (par exemple l'association du mil, du sorgho et du niébé) face à la vulgarisation de techniques moins appropriées mais promues par les pouvoirs publics.
- > La question des semences paysannes s'est imposée dans la zone, et les paysans ont pris conscience de la dangerosité des semences OGM et des intérêts douteux de leurs promoteurs.

POLITIQUE

Différents acteurs publics (CVD, autorités villageoises, conseillers municipaux et maires, COGES, un agent de la santé pour présenter les avantages de l'agriculture écologique) se sont rassemblés et ont engagé un dialogue.

SOCIAL ET HUMAIN

- > Disponibilité et accessibilité de nouveaux produits dans les villages.
- > Amélioration de la nutrition et des connaissances des populations sur les bienfaits de la consommation des produits locaux.
- > La population locale a réalisé que certains aliments étaient mauvais pour la santé.
- > Les expériences des paysans ont été valorisées, et leur parole s'est libérée face aux autorités.

Perspectives et pistes d'amélioration

Afin de consolider les compétences des producteurs, il est envisagé de les former sur les itinéraires techniques en pratique agroécologique, en s'appuyant sur une expertise externe. Pour certaines cultures comme le niébé, il existe déjà des traitements naturels, ce qui peut favoriser l'appropriation d'une démarche tournée vers la promotion d'une agriculture durable et respectueuse de l'environnement. Si certains enjeux collectifs de la zone ont pu être abordés au cours de la mise en œuvre du PAIES et partagés avec les autorités publiques locales (gestion des semences ou valorisation des savoirs paysans, par exemple), d'autres n'ont par contre pas été envisagés directement (gestion du foncier, des arbres ou de l'eau), et pourraient être intégrés plus fortement dans la suite des activités mises en œuvre dans la zone.